

N° DP 25/709

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 9 000 EUROS POUR L'ANNEE 2025 A L'ASSOCIATION "LA CRAU POLE" - ANIMATION ET FONCTIONNEMENT

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 5 juin 2025 pour l'attribution d'une subvention de 9 000 euros pour la réalisation de son programme d'actions en 2025

CONSIDERANT la demande subvention de l'Association « LA CRAU POLE » de 9 000 euros sur un budget total de 11 100 € pour la réalisation de son programme d'actions en 2025,

CONSIDERANT que « LA CRAU POLE » a pour but la représentation et la défense des intérêts des entreprises de la zone « La Plaine de La Crau »,

CONSIDERANT que « LA CRAU POLE » a pour objet la mise en œuvre d'actions et de moyens pour soutenir et développer les entreprises implantées sur cette zone,

CONSIDERANT que l'association « LA CRAU POLE » créée en 2011 représente aujourd'hui 1500 emplois et près de 170 entreprises implantées sur les Pôles d'activités de la plaine de La Crau (ZAE Gavary, l'Estagnol, Chemin Long),

CONSIDERANT que LA CRAU POLE a pour objectif de promouvoir le territoire en apportant des services aux adhérents et partager des moments de convivialité entre les entreprises de la Plaine de La Crau,

CONSIDERANT les actions de LA CRAU POLE en 2025 : maintenir la certification ISO 14001 niveau 1, suivre les pistes d'amélioration concernant le Label « Parc+ » Régional, faciliter la gestion et la collecte des déchets, participer aux actions de prévention des inondations (PAPI PCT 2024-2029),

CONSIDERANT les actions de communication de LA CRAU POLE en 2025 : sensibiliser les entreprises pour préserver l'emploi, fédérer les entreprises et les propriétaires fonciers des zones d'activité, diffuser auprès des adhérents toutes les informations nécessaires, mettre à jour le site internet « lacraupole.com », mettre en place des supports de communication, faire intervenir différents intervenants (psychologue...), sensibiliser aux énergies renouvelables (intervention d'experts),

CONSIDERANT que le soutien de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE reste essentiel afin de permettre à LA CRAU POLE de poursuivre la dynamique engagée depuis 2011,

CONSIDERANT la convention, ci-jointe,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention, ci-annexée, avec l'Association « LA CRAU POLE » en vue de l'attribution d'une subvention de 9 000 euros (neuf mille euros), soit 81,08 % maximum du coût total du programme d'actions réalisées durant l'exercice 2025.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget Principal 2025, opération : 301240, imputation : 65748 -- fonction : 61.

La présente Décision sera

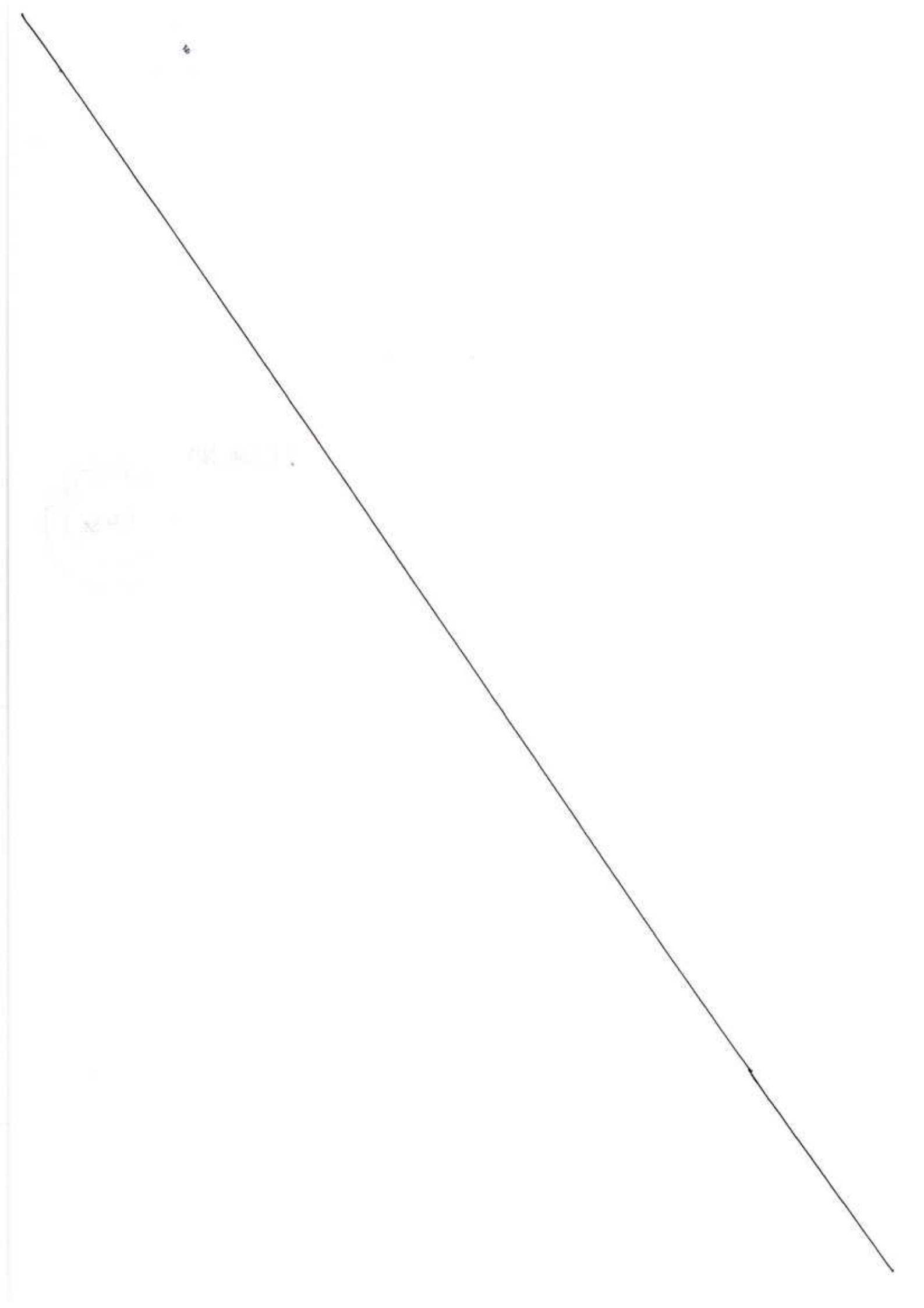
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **25 JUIN 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2025

ASSOCIATION D'ENTREPRISES « LA CRAU POLE »

PROGRAMME D'ACTIONS 2025

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN**, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

L'association dénommée « LA CRAU POLE » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège C/o ISISCOM, 334 Impasse Lavoisier à LA CRAU représenté par le Président dûment mandaté **Monsieur Stéphane BELTRANDO** habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés.

Ci-Après désigné « L'Association »

L'association « LA CRAU POLE » a été créée le 17 octobre 2011 et a pour but la représentation et la défense des intérêts des entreprises de « La Plaine de la Crau ». Elle a pour objet la mise en œuvre d'actions et de moyens pour soutenir et développer de manière générale les entreprises implantées ou exerçant une activité économique sur les pôles d'activités de « La Plaine de La Crau ».

La Crau Pole vise à regrouper des responsables d'entreprises implantées sur les pôles de Gavarry, L'Estagnol et du Chemin Long.

Les objectifs de l'association des Entreprises de la Plaine de la Crau sont de :

- Promouvoir le territoire ;
- Apporter des services aux adhérents ;
- Partager des moments de convivialité
- Être le lien entre les institutions (Métropole TPM, commune de La Crau, CCIV, la Chambre de métiers et de l'Artisanat du Var) et les adhérents.

C'est aussi :

- Fédérer les entreprises et les propriétaires fonciers des pôles d'activités en vue de favoriser les contacts entre eux, et d'autre part de les représenter collectivement dans toutes leurs actions ou projets d'intérêts collectifs, notamment auprès des collectivités publiques.
- Préserver et développer l'emploi, l'activité économique sur les pôles d'activités de Gavarry, l'Estagnol et du Chemin long.

- Diffuser auprès de ses adhérents toutes informations nécessaires concernant les mesures d'aides aux entreprises, les événements de la Métropole...
- Réaliser des actions fédératrices dans une logique d'animation, de communication, et de développement économique territorial.
- Organiser de manière trimestrielle des rencontres autour d'un thème, d'un lieu pour tisser du lien entre les adhérents et les institutions.
- Assister et participer aux réunions des institutions pour représenter les entreprises de la Plaine de la CRAU.

Tous les projets pour l'année 2025 contribueront au développement économique harmonieux des 3 zones d'activités à La Crau.

170 entreprises environ sont concernées par l'association, représentant environ **1500 emplois** sur 66 hectares.

Le nombre d'adhérents est de 28 entreprises.

La Crau Pole a reçu la **certification ISO 14001 niveau 1 par l'AFNOR en décembre 2018**, avec l'accompagnement du programme D2Parc démarré en 2015 avec la CCIV, et le soutien notamment de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

En effet, dans un contexte où la concurrence entre territoires est vive, la qualité de l'offre en parcs d'activités est un sérieux facteur d'attractivité des territoires auprès des entreprises et de leurs salariés. De plus, des parcs d'activités gérés de manière durable sont plus à même de fidéliser les entreprises déjà implantées et constituent donc une meilleure garantie pour la pérennisation de l'activité et de l'emploi.

Toutes ces actions, en lien avec ses partenaires (Métropole TPM, La ville de La Crau...) tiennent à contribuer autant que possible au développement harmonieux des parcs d'activités, des entreprises et de la qualité de vie des salariés.

La Crau Pole est également en étroite collaboration dans cette démarche avec la CCI du Var, la DETTS, TPM THD, les autres associations de Zones d'activités économique du territoire...

Structuration :

L'association est très régulièrement en contact avec :

-la ville de La Crau dont Monsieur le Maire et ses différents services à savoir la gestion des déchets et du tri sélectif, des travaux de voirie ou de marquage au sol, du nettoyage, de l'éclairage, de la sécurité, de l'égoutier et des risques d'inondations, des services de la poste, de la signalétique d'entreprises et des enseignes... ainsi qu'avec le service du développement économique comme le salon des entreprises.

-la Métropole TPM avec le service en charge du développement économique, des transports, des déchets, du développement durable, des grands événements, des travaux routiers...

-la CCI du Var et notamment l'Agence de Hyères qui s'accompagne d'une présence à toutes les réunions de l'association pour évoquer les problèmes rencontrés par les

entreprises, informer les entreprises des rendez-vous avec les formations gratuites, informer sur le réseau Var Ecobiz...

-la Chambre des Métiers et de l'Artisanat avec qui l'association souhaite sensibiliser les artisans aux dispositifs mis en place pour les aider dans leur développement,

-la Région Sud concernant la diffusion des aides pour soutenir les entreprises,

-TPM THD pour la mise en place de la fibre optique à La Crau et permettre aux entreprises d'accéder à ce dispositif (connexion internet, hébergement, téléphone, vidéosurveillance...).

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au **projet défini en annexe I** que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

Article 2 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Cette convention est conclue pour l'année 2025.

Article 3 – Engagement de l'Association « LA CRAU POLE »

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisé par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,

- Respecter le contrat d'engagement Républicain (CER) conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent à respecter « les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...), « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Article 4 – ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association « LA CRAU POLE » à hauteur de 9 000 € conformément au **budget prévisionnel en annexe II** de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025, opération : 301240, imputation : 65748 – fonction : 61

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 81,08 % du montant des dépenses subventionnelles, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

Article 5 – MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **9 000 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit **6 300 euros** à la notification de la convention,
- Le solde, soit **2 700 euros** (30%) après la remise des pièces justificatives suivantes :

-Un compte rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

-Un rapport annuel d'activités.

-Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si les aides publiques sont supérieures à 75 000 euros), bilan, compte de résultat et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'aides publiques supérieures à 153 000 euros).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

Article 6 – OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire certifier et approuver conforme ses comptes par un expert-comptable et par un commissaire aux comptes (si le total des aides publiques sont supérieures à 153 000 €).

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

Article 7 – CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers public, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Article 8 – EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : Nombre d'adhérents et d'actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème de l'association « LA CRAU POLE »,
- Qualitatifs : Noms des adhérents, types d'entreprises accompagnées, et nature des actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème l'association « LA CRAU POLE ».

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

Article 9 – SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution de l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La réalisation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifiés par le comptable public.

Article 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – RENOUELEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

Article 12 – ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

Article 13 – POLITIQUE DE GESTION DES DONNES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce

que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données :

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles :

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence Développement Economique.

Destinataires des données personnelles :

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles :

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles :

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex www.cnil.fr

Article 14 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

ARTICLE 15 : ANNEXES

Sont annexées à la présente convention :

- Le programme d'actions 2025 (annexe 1),
- Le budget prévisionnel (annexe 2).

Les documents annexés font partie intégrante de la présente convention. En cas de contradiction, la convention prévaut sur les documents annexés.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

Pour l'Association « LA CRAU POLE »	Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Le Président Stéphane BELTRANDO	Le Président Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS 2025

Consciente de la nécessité d'apporter un lien entre toutes les entreprises de la Plaine de la Crau et de devenir l'interlocuteur privilégié pour toutes les institutions, l'association souhaite structurer en 2025 son programme d'actions de la manière suivante :

- ❖ Poursuivre les actions identifiées pour maintenir la certification ISO 14001 niveau 1. Un audit de renouvellement sera réalisé afin d'améliorer la performance environnementale.
- ❖ Suivre les pistes d'amélioration émises par le jury au titre du Label « Parc + » Régional suite à la reconnaissance du Pôle d'Activités de La Crau (La Crau Pôle) comme « Parc Engagé » et cela, en vue d'un renouvellement future de sa candidature au Label régional avec la Métropole TPM et la participation de la CCIV, ainsi que les représentants de La Crau Pôle (à savoir le président et les deux vice-présidents) et avec l'ambition d'atteindre le niveau 1. Etant ici rappelé qu'en 2023, lors de la 6^{ème} édition du Label PARC+, l'Association s'est vue décerner par le jury la reconnaissance « Parc Engagé » pour la période 2023-2025.
- ❖ Favoriser la gestion des déchets dans le cadre d'une procédure environnementale : Informer les entreprises sur la politique de collecte des déchets de la Métropole ;
- ❖ Participer aux actions de prévention des inondations organisé par la Métropole TPM et la CCIV dans les ZAE - PAPI PCT (2024 -2029) : L'association continuera à être le lien entre le dispositif et les entreprises de la Crau, elle assistera aux réunions programmées et diffusera les informations nécessaires au bon développement du dispositif.
- ❖ Préserver l'emploi : Avec la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités, l'association La Crau Pole suivra les dispositifs mis en place pour la préservation de l'emploi dans les entreprises. Pour cela, La Crau Pole réalisera une ou deux journées dédiées à la sensibilisation auprès des entreprises.
- ❖ Fédérer les entreprises et les propriétaires fonciers des zones d'activité de la Paine de La Crau afin de favoriser les contacts entre eux. Et, d'autre part, de les représenter collectivement dans leurs actions ou projets d'intérêt collectif, notamment auprès des collectivités publiques. Des after work bimestriel seront organisés avec des Speeds Business Meeting ainsi que des petits-déjeuners thématiques avec des acteurs institutionnels et économiques (Edf, TPM, partenaires économiques...)
- ❖ Diffuser auprès des adhérents toutes les informations nécessaires concernant les mesures d'aides aux entreprises, les événements de la Métropole, et autres dispositifs...
- ❖ Mise à jour du site internet « lacraupole.com » afin de mieux communiquer et de mettre en avant les adhérents, ainsi que des actions menées par l'association-
- ❖ Risques psychosociaux : Madame Nathalie ROCAILLEUX interviendra en sa qualité de psychologue afin d'accompagner les entreprises et les salariés dans la gestion des burn-out et autres détresses psychologiques afin d'améliorer la qualité de vie en entreprise.
- ❖ Sensibilisation aux énergies renouvelables et autres alternatives : Intervention d'experts en solutions photovoltaïques pour promouvoir l'installation de panneaux solaires sur les bâtiments d'entreprises.

4. BUDGET PREVISIONNEL 2023

DEPENSES PREVISIONNELLES TTC (en €)		FINANCEMENTS PREV. (en €)	
Fonctionnement animation structuration Participation aux réunions mensuelles Organisation AG et vœux du président		6 000	Cotisations adhérents Base 2024 : 28 adhérents
		1 000	
		2 250	
Réalisation des outils de communication Site web hébergement Logiciel pour le fonctionnement de l'association (ASSOCONNECT) Frais bancaires		850	Subvention Métropole TPM
Journées de sensibilisation PAPI, URSSAF, etc..		1 000	
TOTAL		11 100	9 000
			11 100

